

[🏠](#) > [Chroniques](#) > [Karine Tremblay](#)**Chronique | Karine Tremblay**

Erin Brockovich et les cheminées empoisonnées

Par Karine Tremblay, La Tribune | 24 octobre 2023

La Fonderie Horne de Rouyn-Noranda et le gouvernement du Québec sont visés par un recours collectif.
(Edouard Plante-Fréchette/La Presse)

CHRONIQUE /On est sur le point de raccrocher quand je glisse à Marie-Ève Maillé qu'elle est un peu l'Erin Brockovich du Québec.

« Je m'habille beaucoup plus sobrement », répond l'étudiante en droit du tac au tac, avec un sourire dans la voix.

« Mais j'ai probablement le même front de bœuf qu'elle, poursuit-elle. J'ai justement revu le film, dernièrement. Ce qu'on a oublié, je pense, c'est qu'Erin Brockovich avait une écoute formidable. Elle allait sur le terrain, elle écoutait les gens en prenant au sérieux ce qu'ils avaient à dire. »

Publicité

Écouter, c'est aussi ce que Marie-Ève a fait au cours des 18 derniers mois. Et si [une demande d'action collective a pu être déposée lundi contre la Fonderie Horne et le gouvernement du Québec](#), c'est un peu, beaucoup, parce qu'elle fouille méticuleusement le sujet depuis un an et demi.

Chercheuse spécialisée dans l'évaluation des impacts sociaux et de l'acceptabilité sociale des grands projets et médiatrice accréditée, celle qui est aussi chargée de cours en environnement à l'Université de Sherbrooke et à l'UQAM s'est investie sans compter, propulsée par son indignation et par l'idée qu'il fallait agir.

« La fonderie et le gouvernement savaient, eux, et ils n'ont rien fait. »

C'est grave. C'est insensé.

« Un pollueur va polluer jusqu'à ce qu'on lui mette des balises, peut-être, mais un gouvernement a des obligations, la mission de protéger sa population. On s'attend à plus. »

On s'attend à mieux.

« Quand c'est sorti dans les médias, quand j'ai entendu parler des infos cachées et de la fameuse Annexe 6, j'ai été saisie par l'ampleur de ce qu'on découvrait. »





Chargée de cours à l'Université de Sherbrooke, Marie-Ève Maillé enseigne les conflits environnementaux et leurs enjeux. Celle qui détient un doctorat en communication de l'UQAM poursuit actuellement des études en droit.

Marie-Ève Maillé ne vient pas de l'Abitibi, elle n'y a pas de racines. Elle habite Montréal, mais elle s'est quand même plongée dans ce dossier-là. À fond.

« J'ai une fichue tête de cochon, et je n'en démordais pas. Parce que je trouve que les citoyens de Rouyn-Noranda sont victimes d'une grande injustice. »

Pendant des mois, elle a épluché des études, des rapports de biosurveillance, des documents parfois datés des années 1970 et 1980.

Elle me cite un chiffre qui fait mal et qui laisse sans voix. Au début des années 2000, la concentration annuelle d'arsenic dans l'air de Rouyn-Noranda était de 1000 nanogrammes par mètre cube. Mille!

« La norme établie par la santé publique est de 3 nanogrammes par mètre cube. Vous imaginez? Comment ça se fait que ça n'a pas allumé un voyant rouge? Ça n'a aucun sens. Voir une multinationale générer des profits au détriment de la santé des gens qui vivent tout près, sans considération pour eux, comme si leur vie ne comptait pas, ça ne peut pas être toléré. »

Ces gens qui respirent ce cocktail de contaminants parfois depuis plusieurs décennies, elle les a rencontrés. Les témoignages de dizaines de personnes ont été colligés pour monter un épais dossier.

« J'avais quelques entrées en Abitibi, j'ai fait aller mon réseau. »

Elle a recueilli des histoires tristes, d'autres troublantes.

« Lorsque je prenais mon téléphone pour parler avec quelqu'un là-bas, j'en avais pour au moins une heure. Les gens ont beaucoup de choses à dire, mais ils trouvent peu d'oreille attentive. »

Chaque fois, il y avait l'inquiétude. Chaque fois, il y avait l'anxiété.



La Fonderie Horne, à Rouyn-Noranda, est visée par une action collective déposée lundi. (La Presse, Edouard Plante-Fréchette/La Presse, Edouard Plante-Fréchette)

« C'est frappant : lorsqu'une nouvelle sort dans les médias pour parler de la quantité particulièrement élevée d'arsenic présent dans l'air de la ville telle ou telle date, tout le monde se demande ce qu'il faisait cette journée-là. Tout le monde est inquiet d'avoir peut-être été exposé. C'est une réalité qui teinte le quotidien de toute la population. »

On peut difficilement se figurer ce que ça représente, au jour le jour.

C'est une multitude de petits gestes, de préoccupations constantes. Comme laisser ses bottes ou ses souliers dehors, pour ne pas entrer de particules toxiques. Comme surveiller les enfants pour qu'ils ne portent pas leurs mains pleines de terre à leur bouche. Comme contrôler les allées et venues des animaux de compagnie. Comme se demander si on a suffisamment bien fait le ménage pour enlever les poussières dangereuses. Comme hésiter avant d'ouvrir les fenêtres.

« C'est toujours se demander si on prend un risque, alors qu'on ne peut pas vraiment se protéger. »

Et qu'on ne veut ou ne peut pas vraiment partir.

« Les citoyens sont attachés à leur ville, ils y sont bien, y trouvent une vie culturelle riche, un esprit communautaire précieux. »

Mais ils cohabitent avec un voisin aux cheminées empoisonnées.



Une cheminée de la Fonderie Horne, à Rouyn-Noranda. (Édouard Plante-Fréchette/Archives La Presse)

« L'arsenic, c'est un cancérigène sans seuil. Une seule exposition peut suffire à rendre les gens malades. On a sacrifié la santé de toute une population. À Rouyn-Noranda, tout le monde est exposé, sans distinction. Les enfants, les personnes âgées, tout le monde. »

Et c'est tout ce monde qui est visé par le recours collectif porté par le cabinet Siskinds Desmeules, où Marie-Ève Maillé fera son stage. La demande d'autorisation court sur 97 pages. C'est du costaud. C'est le résultat de plusieurs mois de travail dans l'ombre.

« Ce matin, je me suis levée avant l'aube. Enfin, je peux parler de ce sur quoi je travaille depuis plus d'un an. Ça génère une petite fièvre. »

Un certain vertige, aussi.

« Je ne suis pas avocate encore, il me reste un an de formation, mais disons que j'apprends à vitesse grand V, en ce moment. Lorsque je suis retournée faire mon droit, à 40 ans, c'était pour mener des projets comme celui-là, pour agir contre les inégalités. C'était la suite logique de ce que je fais depuis bientôt 20 ans. »

Si le recours est autorisé, la bataille citoyenne qui s'annonce pourrait faire école. Elle sera longue, Marie-Ève le sait. Elle a le temps de terminer son barreau, d'être assermentée et d'amorcer sa pratique en tant qu'avocate.

« On sait que ce sera ardu, qu'on a devant nous deux parties qui ne nous feront pas de cadeau. On est déterminés. Cette bataille, on va la mener un jour à la fois, en étant rigoureux dans notre démarche. »

Et en continuant d'être à l'écoute des gens de Rouyn-Noranda. Pour leur montrer que oui, leur vie et leur santé comptent.

Pour réagir à cette chronique, écrivez-nous à opinions@latribune.qc.ca.

Certaines réponses pourraient être publiées dans notre section Opinions.

Soutenez l'information de proximité

Les géants du web ont commencé à restreindre l'accès à l'actualité qui vous concerne.

Découvrez nos offres d'abonnement à l'information de proximité.

Afin de pouvoir continuer à vous proposer des articles de qualité, qui vous concernent directement, nous avons besoin de votre soutien.

[Je découvre les offres](#)

Société

Environnement

Économie



Karine Tremblay, La Tribune

Journaliste à La Tribune depuis 1997, Karine Tremblay a couvert les arts et la culture pendant plus de 22 ans avant de se consacrer davantage à la chronique.



Les plus populaires

- 1 Deux voleurs partent avec un tracteur de 130 000 \$**
JUSTICE ET FAITS DIVERS • 25 octobre 2023



- 2 Agrile du frêne: l'infestation s'étend sur tout le territoire de Sherbrooke**
SHERBROOKE • 26 octobre 2023



- 3 Taux directeur : la bonne nouvelle et la moins bonne nouvelle...**
DANIEL GERMAIN • 26 octobre 2023



4

Son ex violent obtient la permission de s'approcher d'elle

KARINE TREMBLAY • 26 octobre 2023



5

Deux armes de poing volées en Estrie

JUSTICE ET FAITS DIVERS • 25 octobre 2023



Publicité

Les plus récents

Tireur actif: le SPS est formé et propose une vidéo sur le sujet

JUSTICE ET FAITS DIVERS • 26 octobre 2023



La frontière canado-américaine sous haute surveillance

ESTRIE ET RÉGIONS • 26 octobre 2023



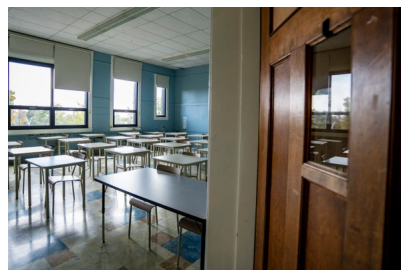
Carmant dépose le projet de loi 37 pour créer un commissaire aux droits des enfants

POLITIQUE • 26 octobre 2023



Une première matinée de grève dans les écoles le 6 novembre

ACTUALITÉS LOCALES • 26 octobre 2023



Fusillades: la peur atteint l'État voisin du New Hampshire

JUSTICE ET FAITS DIVERS • 26 octobre 2023



Publicité

La Vitrine >



Du nouveau au Parc Champêtre et des activités rassembleuses à Valcourt!

25 octobre 2023



Un nouveau cours d'écoplein air pour les élèves de Lawrenceville

25 octobre 2023



Prendre soin de ses bénévoles

25 octobre 2023



Un pas de plus vers le Centre communautaire de Lawrenceville

23 octobre 2023